



ARRÊT DE LA COUR DES MONNOYES,

QUI casse & annulle l'Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 May dernier ; ordonne que celui de ladite Cour des Monnoyes du 14 Avril précédent sera exécuté selon sa forme & teneur : Enjoint aux Officiers de la Monnoye de Bordeaux de s'y conformer.

Du sixième Juin mil sept cent cinquante-trois.

*EXTRAIT DES REGISTRES
de la Cour des Monnoyes.*



UR ce qui a été représenté à la Cour par le Procureur Général du Roy, que l'Arrêt d'icelle du 14 Avril dernier ayant été signifié à sa requête le 25 du même mois à Monsieur le Procureur Général du Parlement de Bordeaux, il y avoit lieu d'espérer que le

zèle si connu de ce Magistrat pour le maintien des Réglemens émanés de l'Autorité souveraine, l'auroit porté à assurer lui-même l'exécution de l'Edit attributif de la Jurisdiction privative de la Cour, & des Juges y ressortissans, plutôt que de chercher à y donner la moindre atteinte & à troubler l'ordre des Jurisdctions, puisque cet Edit enregistré dans toutes les Cours l'a été particulièrement au Parlement de Bordeaux le 25 Juin 1555 & qu'il a été confirmé tant de fois par tant d'Arrêts du Conseil contre les différens Parlemens qui ont voulu entreprendre sur cette même Jurisdiction : Que néanmoins par une nouvelle entreprise sur l'autorité de la Cour & pour s'attribuer la connoissance de différentes matieres qui sont de sa Jurisdiction privative, ainsi que par une prétention & même une affectation de superiorité sur des Officiers qui relevent uniquement de la Cour, qui ne sont reçus qu'en icelle & qui sous l'autorité du Roy ne tiennent leur pouvoir que d'elle, il a été rendu le 4 May dernier, sur le réquisitoire de ce Magistrat, par le même Parlement de Bordeaux, un nouvel Arrêt qui en cassant & annullant celui de la Cour du 14 Avril dernier & tout ce qui s'en est ensuivi, fait inhibitions & défenses aux Officiers de la Monnoye de Bordeaux de l'enregistrer, & à son Substitut en icelle d'en requérir l'enregistrement, à peine de 1000 liv. contre chacun des contrevenans : Que quoique cet Arrêt ne lui ait point été signifié & que la signification qui en a été faite à sondit Substitut le 14 dudit mois de May dernier ne puisse avoir aucun effet, puisqu'en faisant la moindre attention aux principes les plus certains & aux règles les plus communes, il doit demeurer pour constant que les Officiers de ladite

Monnoye ne peuvent se dispenser de l'exécution pleine & entiere dudit Arrêt de la Cour dudit jour 14 Avril dernier, ni connoître d'autres Loix que celles qui sont émanées ou qui émaneroient de l'Autorité souveraine, & qui en conséquence leur seroient transmises par la Cour; cependant comme cet Arrêt dudit Parlement contient des dispositions, & établit des principes trop contraires à la disposition des Réglemens, pour le laisser subsister, il est du devoir de son ministère de demander à la Cour qu'il lui plaise, en cassant & annullant ledit Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 May dernier, ensemble tout ce qui peut s'en être ensuivi: Faire défenses à son Substitut au Siege de ladite Monnoye de Bordeaux d'en requérir l'enregistrement, & aux Officiers d'icelle de l'enregistrer, sous telles peines qu'il appartiendra; leur enjoindre de se conformer à celui de la Cour du 14 Avril dernier, qui sera exécuté suivant sa forme & teneur, nonobstant toutes oppositions faites ou à faire, significations ou autres empêchemens quelconques; leur enjoindre pareillement & sous les mêmes peines, d'enregistrer & exécuter l'Arrêt qui interviendra, lequel sera lû, publié & affiché partout où besoin sera, & signifié à tous qu'il appartiendra. Lui retiré, vû l'Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 May dernier, ensemble la signification d'icelui faite à son Substitut en ladite Monnoye de Bordeaux le 14 dudit mois de May, & autres pieces mises & représentées sur le Bureau de la Cour par ledit Procureur Général du Roy, la matiere mise en délibération, oui le rapport de Maître François Abot de Bazinghen Conseiller à ce commis, tout vû & considéré: LA COUR faisant droit sur le requisitoire du Procureur

4

General du Roy , a cassé & annullé l'Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 May dernier , ensemble tout ce qui peut s'en être ensuivi : Fait défenses au Substitut dudit Procureur Général au Siège de ladite Monnoye de Bordeaux d'en requérir l'enregistrement, & aux Officiers d'icelle de l'enregistrer , sous telles peines qu'il appartiendra ; leur enjoint de se conformer à celui de la Cour du 14 Avril dernier , qui sera exécuté selon sa forme & teneur , nonobstant toutes oppositions faites ou à faire , significations ou autres empêchemens quelconques. Leur enjoignons pareillement & sous les mêmes peines , d'enregistrer & exécuter le présent Arrêt qui sera imprimé , lu , publié & affiché partout où besoin sera , & signifié à tous qu'il appartiendra. Fait en la Cour des Monnoyes le sixième jour de Juin mil sept cent cinquante-trois. Collationné. *Signé* , GUEUDRE' , & scellé.